

La réintégration après une disponibilité pour convenances personnelles

LES NOUVELLES RÈGLES

Dans le prolongement des réflexions engagées sur la modernisation du statut et la simplification des positions administratives, le régime de mise en disponibilité au sein des trois versants de la Fonction publique évolue profondément avec le décret n°2025-1169 du 5 décembre dernier.

Paru au Journal Officiel du 6 décembre 2025, le décret mentionné ci-dessus vient amender celui du 13 janvier 1986 (n°86-68) relatif - entre autres - aux positions de disponibilité des fonctionnaires.

A l'instar des deux autres versants de la Fonction publique, les obligations en matière de disponibilité pour convenances personnelles se sont vues assouplies et donc simplifiées dans la Territoriale, par ce décret.

LE DÉCRET N° 2025-1169 SUPPRIME AINSI PLUSIEURS OBLIGATIONS :

- **Suppression de l'obligation de retour dans l'administration pour une durée d'au moins 18 mois continus** pour l'agent public désirant renouveler sa disponibilité au-delà d'une première période de 5 ans.

La prolongation pour ce dernier peut désormais se faire sans interruption forcée par son retour dans sa collectivité, facilitant le maintien de la disponibilité et assurant la continuité des parcours professionnels.

→ **Suppression de l'obligation déclarative annuelle** pour permettre à l'intéressé(e) de justifier de sa situation pour son droit à l'avancement : jusqu'à présent celui-ci (celle-ci) conservait ses droits à l'avancement d'échelon et de grade dans la limite de 5 ans sous réserve de transmettre chaque année, à l'autorité territoriale, des pièces justificatives attestant de son activité.

Désormais une obligation déclarative unique à son retour de disponibilité est requise et ses droits à l'avancement ainsi appréciés et constitués au moment de sa réintégration dans son cadre d'emplois d'origine.

ENTRÉE EN VIGUEUR DUDIT DÉCRET :

Ces nouvelles dispositions s'appliquent aux mises en disponibilité pour convenances personnelles et aux renouvellements prenant effet **à compter du 7 décembre 2025**.



Attention : les périodes de disponibilité en cours à cette date et qui ont déjà bénéficié aux intéressés en matière de droits à l'avancement ne peuvent être prises en compte.



FO LE SAVOIR...

La disponibilité a longtemps constitué, notamment dans la Fonction publique territoriale, un outil essentiel pour permettre aux agents de gérer leur parcours professionnel tout en garantissant la continuité du service public.

L'un des changements majeurs de ce décret étant que le (la) fonctionnaire n'est plus tenu(e) de réintégrer sa collectivité pendant un temps, afin de pouvoir renouveler sa disponibilité... lui permettant ainsi de mieux concilier ses aspirations personnelles et ses engagements professionnels.

A noter également que l'assouplissement des règles de disponibilité a un impact direct sur le climat social au sein des collectivités territoriales.

En facilitant la gestion des absences et en offrant plus de flexibilité aux agent(e)s, cette réforme contribue à améliorer leur bien-être ; ceux(celles)-ci peuvent désormais organiser leurs parcours professionnels de manière plus fluide. Elle constitue également un pas important vers une fonction publique plus moderne et plus adaptée aux besoins de ses agent(e)s et des collectivités locales.



**NEW
RULES**